



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## Union méditerranéenne

Question écrite n° 48190

### Texte de la question

M. Éric Raoult attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur la nécessité de relancer le projet d'Union pour la Méditerranée, après l'intervention de l'armée Israélienne à Gaza, en décembre 2008. En effet, cette période de fin d'année a marqué profondément les esprits des pays arabes, entourant le bassin Méditerranée. « La rue arabe » notamment a considéré que l'Union européenne avait beaucoup tardé à réagir et à imposer un cessez-le-feu. Dès lors, c'est l'Union européenne qui, parce qu'elle est proche et qu'elle intervient fortement dans cette partie du monde, est apparue la plus responsable et la plus susceptible de recevoir des reproches. Dès lors, la presse du Maghreb, de la Turquie, de l'Égypte et de la Syrie a été particulièrement sévère, notamment à l'égard de la France, qui de plus venait d'assurer la présidence de l'Union. Pour relancer cette grande idée novatrice de l'Union pour la Méditerranée, il serait donc nécessaire de reprendre des initiatives, notamment peut-être de solidarité pour la reconstruction de Gaza, mais aussi d'affirmation que le dossier de l'eau, reste un grand sujet de cette Union, comme celui de la paix au Proche-Orient. L'avenir environnemental de la mer Méditerranée devrait aussi être un sujet propice à la relance de l'UDM. Il lui demande donc de lui préciser sa position sur cette question.

### Texte de la réponse

L'ambition de l'Union pour la Méditerranée est celle d'une Méditerranée facteur de paix et de sécurité qui unisse au lieu de diviser et favorise les solidarités plutôt que de creuser le fossé des écarts de richesses et des incompréhensions. Le succès du sommet de Paris pour la Méditerranée du 13 juillet 2008, rassemblant 43 pays partenaires, a permis de donner un cadre à cette ambition. Il a notamment fourni l'élan politique nécessaire grâce à un niveau de participation sans précédent et a créé les conditions d'un véritable partenariat à parité entre les pays des deux rives. Le sommet a également défini six domaines concrets d'action prioritaires : 1. La dépollution de la Méditerranée ; 2. Les autoroutes maritime et terrestre ; 3. Le développement de l'énergie solaire ; 4. L'enseignement et la recherche ; 5. La protection civile ; 6. Le développement des PME. La réunion des ministres des affaires étrangères de Marseille, coprésidée par la France et l'Égypte, les 3 et 4 novembre 2008, a permis d'établir un programme de travail ministériel et technique très riche dans ces domaines. Le plan d'action prévu pour 2009 a été retardé par la crise ouverte à Gaza. Du fait de la situation, l'Égypte a demandé, au nom du groupe arabe, le report des réunions de l'Union pour la Méditerranée prévues entre janvier et avril. Dès qu'un cessez-le-feu informel, qui reste précaire, a été établi sur le terrain, notamment grâce aux efforts du Président de la République et des engagements de l'Union européenne en faveur de la reconstruction de Gaza, nous avons travaillé sur les modalités d'une reprise des réunions de l'Union pour la Méditerranée. Il a été proposé à cet effet par la coprésidence franco-égyptienne de recommencer les travaux au niveau des hauts fonctionnaires. Nos partenaires arabes et israéliens ont accepté ce scénario et une première réunion, à laquelle ont participé des représentants de la nouvelle administration israélienne, s'est tenue à Bruxelles le 23 avril 2009. Cette réunion a été exclusivement consacrée au dialogue politique et à la situation à Gaza, en présence du secrétaire général/haut représentant, M. Javier Solana. Par ailleurs, le futur secrétariat de l'Union pour la Méditerranée devant être installé à Barcelone d'ici à la fin de l'année, le groupe de travail informel

chargé de la rédaction des statuts du secrétariat poursuit ses travaux. Il se réunira à Barcelone le 25 mai prochain. Parallèlement à la reprise du dialogue institutionnel, une réunion informelle des fonds d'investissement a également eu lieu à Alexandrie le 30 avril dernier. À cette occasion, Français et Égyptiens ont présenté de manière concrète les projets de l'Union pour la Méditerranée aux investisseurs privés et aux fonds souverains. La priorité pour la présidence franco-égyptienne est désormais de convaincre nos partenaires dans un contexte politique qui reste tendu, de renouer les fils du dialogue politique et de poursuivre les travaux techniques engagés permettant l'avancée des projets concrets décidés au sommet de Paris du 13 juillet 2008. C'est à cette fin que sera organisée fin juin 2009 à l'invitation des ministres français et égyptien, Jean-Louis Borloo et Rachid Mohamed Rachid, une réunion consacrée aux projets de développement durable de l'Union pour la Méditerranée. Cette réunion sera ouverte à tous les pays de l'Union pour la Méditerranée qui souhaiteront y participer et permettra d'avancer sur les projets concrets dans trois domaines déjà clairement identifiés dans les déclarations de Paris et Marseille : environnement et eau, plan solaire méditerranéen et développement urbain. Cette réunion se tiendra en présence des principaux bailleurs de fonds. En dépit de la crise majeure ouverte par les événements de Gaza, nos partenaires méditerranéens sont conscients que, face aux défis que posent le changement climatique, la crise économique et la montée des intolérances, le dialogue bilatéral et les initiatives dispersées ne suffisent pas. La réponse ne peut être que collective, cohérente et pragmatique.

## Données clés

**Auteur :** [M. Éric Raoult](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (12<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 48190

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères et européennes

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères et européennes

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 5 mai 2009, page 4094

**Réponse publiée le :** 9 juin 2009, page 5569